

Québec, le 26 septembre 2017

Monsieur Jean-Marc Fournier
Leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
1^{er} étage, bureau 1.39
Québec (Québec) G1A 1A4

Cher collègue,

Le 7 juin 2017, Mme Manon Massé, députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques, déposait à l'Assemblée nationale l'extrait d'une pétition demandant le réinvestissement des surplus budgétaires dans les services publics.

Le gouvernement reconnaît l'importance des services publics québécois et de leur niveau de qualité. Les mesures de relance qu'il a déployées depuis 2014 lui ont permis de se projeter favorablement vers l'avenir, de façon à mieux répondre aux priorités gouvernementales et aux besoins de la population.

En juin 2014, il a mis en place le Plan économique du Québec visant à rétablir et à maintenir de façon durable l'équilibre budgétaire et à investir de façon à assurer la croissance de l'économie québécoise.

Cette action gouvernementale a porté fruit. Grâce à la bonne gestion de l'économie et des finances publiques, l'équilibre budgétaire est en voie d'être atteint pour une deuxième année consécutive, et l'économie du Québec s'est accélérée de manière importante.

... 2

Cette amélioration de la situation financière du Québec a notamment permis au gouvernement d'annoncer, à l'automne 2016, des investissements additionnels de 2,2 milliards de dollars dans les services publics :

- une hausse de plus de 500 millions de dollars sur une pleine année du financement pour de nouveaux services publics, soit 300 millions de dollars pour la santé et 110 millions de dollars pour l'éducation;
- 100 millions de dollars pour le développement économique des régions;
- une majoration des investissements publics dans les infrastructures de 400 millions de dollars.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé une réduction du fardeau fiscal avec l'abolition complète de la contribution santé au 1^{er} janvier 2017, qui totalise 759 millions de dollars par année.

Le gouvernement poursuit donc, conformément à son engagement, ses initiatives visant à réduire le fardeau fiscal des Québécois et à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans son dernier budget, il a de nouveau investi pour améliorer les services de santé et d'éducation et le niveau de vie des Québécois, pour appuyer le développement économique et pour accroître la mobilité durable.

En outre, le gouvernement a renforcé la croissance des dépenses de programmes, qui atteindra 4,1 % en 2017-2018. Le gouvernement investit pour l'amélioration des services à la population en faisant de l'éducation une priorité pour assurer le développement économique et social du Québec, notamment par la mise en place d'une politique québécoise de la réussite éducative totalisant 3,4 G\$ d'investissements, qui mènera à l'embauche de plus de 7 000 professionnels en éducation, ainsi qu'en s'assurant que les établissements de santé offrent un accès à des soins de qualité.

Comme vous le constatez, la situation économique et budgétaire du Québec nous redonne notre liberté de choix et nous permet de respecter nos engagements en investissant davantage dans nos priorités : l'amélioration des services à la population, notamment en santé et en éducation, la poursuite de l'allègement du fardeau fiscal et le contrôle de notre dette.

M. Jean-Marc Fournier

- 3 -

Je vous prie d'agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Leitão', with a stylized, cursive script.

Carlos Leitão